



FÉVRIER
2022

Le partenariat franco-hellénique Au-delà de la Méditerranée orientale



Dorothee SCHMID
Elisa DOMINGUES DOS SANTOS

Programme
Turquie
et Moyen-Orient

En partenariat avec :

CATS Centre for Applied
Turkey Studies
NETWORK

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-0492-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : Emmanuel Macron et Kyriakos Mitsotakis en janvier 2020 à Paris © Élysée

Comment citer cette publication :

Dorothee Schmid et Elisa Domingues Dos Santos, « Le partenariat franco-hellénique : au-delà de la Méditerranée orientale », *Notes de l’Ifri*, Ifri, février 2022.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteurs

Docteur en sciences politiques de l'Université Paris-II Panthéon-Sorbonne et diplômée de Sciences-Po Paris, **Dorothee Schmid** dirige le programme Turquie/Moyen-Orient de l'Ifri. Elle a rejoint l'Institut en 2002 après avoir travaillé en tant qu'analyste risques pays pour la banque Crédit Agricole-Indosuez et effectué des missions de conseil auprès d'institutions publiques (Commission européenne, ministère français de l'Économie, ministère des Affaires étrangères), ainsi que d'ONG (Cités-Unies France) et d'entreprises privées. Ses premiers travaux de recherche portaient sur les politiques européennes et françaises en Méditerranée. Elle a créé en 2008 le Programme Turquie contemporaine de l'Ifri avant de revenir étudier le Moyen-Orient, pour y suivre la dynamique de transition de politique régionale, les luttes d'influence entre puissances et la réforme des États rentiers.

Elisa Domingues dos Santos est chargée de projet pour le programme Turquie/Moyen-Orient et le Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri. Elle a d'abord travaillé sur les questions de gouvernance et les élections au Bénin, avant de rejoindre l'Ifri en 2021.

Résumé

L'accord bilatéral de défense franco-grec signé en septembre 2021 confirme la tournure stratégique de la relation entre les deux pays, déjà révélée au grand jour en 2020 lorsque Paris s'était rangé du côté d'Athènes pour contrer des manœuvres maritimes turques perçues comme très hostiles. Il confirme que la relation bilatérale avance vers un nouvel équilibre. La Grèce, sortie de la crise financière et politique, devient pour la France un partenaire intéressant à la fois sur le plan économique et diplomatique ; l'investissement d'Emmanuel Macron sur ce pays renforce une option méditerranéenne que l'on a vu se dessiner tout au long du mandat du président français. De l'autre côté, Paris constitue un parrain naturel pour une Athènes en quête de réassurance, désireuse de sortir du tête-à-tête obsessionnel avec la Turquie, et dont la diplomatie s'ouvre à de nouvelles opportunités au-delà de son périmètre immédiat.

Présenté comme une contribution à l'autonomie stratégique européenne, le partenariat franco-grec s'insère aussi parfaitement dans l'agenda de la Présidence française de l'Union européenne (PFUE) au premier semestre 2022. L'option franco-grecque soulève cependant des questions, aussi bien à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) – la clause d'assistance mutuelle qu'il contient (Art. 2) visant implicitement Turquie, qui a condamné l'accord –, qu'au sein de l'UE – l'Allemagne s'étant également montrée critique. La portée stabilisatrice de l'accord peut ainsi être discutée, dans une région en proie à des recompositions conflictuelles très volatiles.

Abstract

The bilateral defense agreement signed by France and Greece in September 2021 confirms the strategic turn of the relationship between the two countries. It was already unveiled in 2020 when Paris supported Athens to counter Turkish maritime operations that France and Greece considered very hostile. This agreement confirms that the bilateral relationship is shifting towards a new balance. Greece, now out of the financial and political crisis, is becoming an interesting economic and diplomatic partner for France. Emmanuel Macron's investment in Greece strengthens the "Mediterranean option" that was built up during the French president's mandate. On the other hand, Paris is a natural sponsor for Athens, which is looking for reassurance and is seeking to exit its obsessional duel against Turkey, and whose diplomacy is now opening up to new opportunities beyond its immediate scope.

Originally portrayed as a contribution to the European strategic autonomy, the French-Greek Partnership perfectly fits in with the French Presidency of the EU Council's program. However, the French-Greek option raises questions, both for the North Atlantic Treaty Organization (NATO) – its clause of mutual assistance (Art. 2) implicitly targets Turkey, which condemned the agreement – and the EU, as Germany displayed its skepticism regarding the agreement. Its stabilizing impact can therefore be discussed, especially in a region currently facing conflicting reconfigurations.

Sommaire

INTRODUCTION	6
LES PRÉOCCUPATIONS STRATÉGIQUES DE LA FRANCE EN MÉDITERRANÉE.....	8
Le constat d'équilibres rompus en Méditerranée.....	8
Le leadership volontariste d'Emmanuel Macron	10
LES AMBITIONS GLOBALES DU RAPPROCHEMENT FRANCO-GREC..	11
Côté français : la Grèce comme partenaire multitâche	11
Côté grec : sortir de la Méditerranée par le haut	14
La déconnexion implicite de la question chypriote.....	16
L'AVENIR DE L'ACCORD FRANCO-HELLÉNIQUE : PORTÉE ET SOUS-TEXTE.....	18
Des équilibres européens difficiles à gérer	18
Inadéquation stratégique à l'OTAN et position américaine	19
Un système d'alliance régional volatil	22

Introduction¹

En signant le 28 septembre 2021 à Paris un accord bilatéral de défense, la Grèce et la France ont confirmé que leur compagnonnage politique de longue date prenait une tournure stratégique. L'accord était assorti d'un *Memorandum of Understanding* signé avec les P.-D.G. des entreprises françaises Naval Group et MBDA, prévoyant l'acquisition par la Marine grecque de trois frégates de défense et d'intervention (FDI) fabriquées en France, quelques mois seulement après la finalisation d'un premier contrat d'achat de 18 avions de combat *Rafale* pour l'armée de l'Air, complété par une commande de 6 avions supplémentaires le 12 septembre.

L'accord de défense avec la Grèce et sa contrepartie commerciale semblent s'inscrire de façon quasi naturelle dans une vision régionale méditerranéenne régulièrement mise en avant dans le discours diplomatique français, et qu'Emmanuel Macron a repris à son compte et consolidé petit à petit. Le volet oriental de cette politique méditerranéenne rénovée a été rapidement structuré sur le plan diplomatique et militaire face à la multiplication des risques : instabilité syrienne et inexorable dégradation de la situation au Liban ; ambitions de puissance concurrentes et potentiellement conflictuelles de l'Iran, des monarchies du Golfe et de la Turquie ; différends gazières ; récurrence des tensions gréco-turques et incertitudes sur le sort de Chypre-Nord.

La convergence de vues semble désormais assumée entre Paris et Athènes sur ces différents sujets. Mais c'est bien l'appréhension générale face à la Turquie qui a fourni la base concrète du rapprochement, lorsqu'Emmanuel Macron s'est rangé à l'été 2020 du côté de la Grèce, inquiète des agissements d'Ankara dans son voisinage maritime. Le président français a fermement défendu la ligne du *containment* face à un expansionnisme turc présenté comme systématique et particulièrement dangereux. L'accord de défense franco-grec, affiché à Paris comme un progrès sur le chemin de l'autonomie stratégique européenne, désigne donc implicitement la Turquie comme le problème, et son article 2 prévoit une clause d'assistance mutuelle² dont la portée exacte attend l'épreuve des faits.

1. Le Center for Applied Turkey Studies (CATS) au Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) de Berlin est financé par la Stiftung Mercator et le Ministère fédéral des Affaires étrangères. CATS est le curateur du « CATS Network », un réseau international de *think tanks* et d'instituts de recherche travaillant sur la Turquie. Cette publication s'insère dans le projet « La quête du consensus franco-allemand sur la Méditerranée orientale : la dispute entre Paris et Ankara et ses conséquences pour l'UE », mené par le CATS Network.

2. « The Entire France-Greek Defense and Security Agreement », *The Greek Reporter*, 28 septembre 2021, disponible sur : www.greekreporter.com.

Instrument de réassurance pour la Grèce³, l'accord est aussi une affirmation de puissance française face aux Turcs, et ceux-ci le dénoncent comme une rupture du *statu quo* régional que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) s'efforce en parallèle de préserver à tout prix – les protagonistes de ce triangle infernal étant tous membres de l'Alliance. Le texte ajoute en tout état de cause une couche nouvelle au millefeuille des équilibres politiques et institutionnels régionaux et ne fait pas l'unanimité en Europe. Alors que se déploie la Présidence française de l'Union Européenne (PFUE), il apparaît donc utile de s'interroger sur les motivations conjoncturelles et les objectifs durables de ce partenariat franco-hellénique.

3. B. Tertrais, « Reassurance and Deterrence in the Mediterranean: The Franco-Greek Defense Deal », *Institut Montaigne*, 17 novembre 2021.

Les préoccupations stratégiques de la France en Méditerranée

Le rapprochement franco-grec prend son sens dans un ensemble de grandes manœuvres en Méditerranée, où les équilibres stratégiques ont été largement bousculés depuis dix ans. Puissance méditerranéenne traditionnelle, la France d'Emmanuel Macron est engagée dans un nouvel effort de rationalisation doctrinal et logistique dans ce périmètre.

Le constat d'équilibres rompus en Méditerranée

Ces dix dernières années la Méditerranée orientale a été le théâtre particulier de recompositions stratégiques multiformes qui ont des conséquences au-delà de la zone elle-même. L'Union européenne (UE) y assiste, impuissante, à la dégradation d'équilibres géopolitiques fragiles ; le retrait américain et le Brexit laissent seule face à des problèmes dont l'échelle dépasse ses capacités de réaction, le vide relatif de puissance précipitant l'installation dans le paysage régional d'autres acteurs pas nécessairement amicaux (Russie, Chine). La généralisation des conflits, l'amplification des mouvements migratoires et l'exportation du terrorisme inquiètent l'ensemble des États européens, sans que des réponses communes adéquates n'émergent à ce stade.

Le président français fait lui-même le constat d'une Méditerranée qui « gronde » ; il l'a longuement exposé dans un discours prononcé en ouverture du Forum Moyen-Orient Méditerranée de Lugano en août 2020, où se dessine, au-delà des éléments de diagnostic, une vision du rôle régional de la France. Emmanuel Macron note qu'il se produit une « réorganisation de tout cet espace » dans un contexte de tensions, nourries selon lui par quatre éléments : fait religieux, fait démographique, fait énergétique et dynamique politique. Dénonçant « le retour de puissances impériales » qui s'appuient sur « le fantasme de leur propre histoire », il mentionne expressément la Turquie avant d'esquisser la voie d'un multilatéralisme rénové à l'initiative de la France, citant comme jalon important le Sommet des deux rives de la Méditerranée qu'il a lui-même organisé en juin 2019 à Marseille⁴.

4. Discours du président de la République Emmanuel Macron au Forum Moyen-Orient Méditerranée de Lugano, disponible sur : www.elysee.fr.

Des inquiétudes particulières concernant la Méditerranée orientale inspirent ce discours prononcé au plus fort des tensions estivales avec la Turquie, et quelques semaines à peine après l'explosion qui a ravagé le port de Beyrouth. Emmanuel Macron remarque que les conflits syrien et libyen ont ouvert le champ à la Russie et à la Turquie, leur permettant de sécuriser une présence physique sur des terrains dont elles étaient depuis longtemps absentes, et facilité le développement de groupes djihadistes radicaux. L'accélération de la crise libanaise remet en outre l'enjeu migratoire au premier plan, alors que l'accord signé en mars 2018 entre l'UE et la Turquie donne *de facto* à celle-ci le contrôle des flux humains en Méditerranée orientale. Mais surtout, les ressources gazières massives découvertes depuis 2009 dans ce même espace ont réactivé les différends traditionnels de délimitation maritime entre Israël et le Liban, la Grèce et la Turquie, et autour de Chypre divisée. Les ambitions révisionnistes du président turc Recep Tayyip Erdoğan, qui a déclaré « caduc » à plusieurs reprises le Traité de Lausanne⁵, inquiètent d'autant plus l'Élysée qu'elles s'inscrivent désormais dans le cadre de la doctrine stratégique de la « Patrie bleue » (*Mavi Vatan*), rationalisant la quête d'une souveraineté maritime élargie⁶.

Ce discours prononcé devant des universitaires s'attache plus à l'actualité qu'à l'Histoire ; il comporte néanmoins un hommage à l'héritage hellénique dans « cet espace du monde qui a tant d'histoire, qui a été l'espace de tant de drames, qui est toujours nourri par la tragédie grecque ». Du point de vue de l'outillage intellectuel macronien, la Méditerranée rejoint ainsi en sourdine la liste des sujets mobilisables pour composer un récit historique global et réconcilié, tâche poursuivie ailleurs sur des dossiers plus étroits et sans doute plus difficiles (Rwanda, Algérie⁷). Dans d'autres contextes, Emmanuel Macron peut idéaliser la Méditerranée en écologiste : il l'a exaltée comme un « trésor à préserver » en lançant la « Coalition pour une Méditerranée exemplaire en 2030 », portée par la France, Monaco et l'Espagne lors du One Planet Summit de janvier 2021⁸. L'objet Méditerranée retrouve ainsi son rôle, traditionnel pour la diplomatie française, de support idéal pour des expérimentations politiques, méthodologiques ou simplement discursives. D'autres présidents ont profité de cette plasticité avant Emmanuel Macron.

5. Le Traité de Lausanne, dernier traité de paix résultant de la Première Guerre mondiale, remplace en 1923 le Traité de Sèvres de 1920 et précise les frontières de la Turquie moderne, limitée à l'Anatolie orientale et occidentale et la Thrace orientale. Il ampute définitivement l'Empire ottoman de territoires à Chypre, dans le Dodécanèse, en Syrie, en Palestine, en Irak, en Jordanie et en Arabie. Dépassant la dénonciation du Traité de Sèvres honni (bien que jamais appliqué), le Parti de la justice et du développement (AKP) conteste désormais la validité du Traité de Lausanne lui-même.

6. A. Denizau, « *Mavi Vatan*, la 'Patrie bleue' : Origines, influence et limites d'une doctrine ambitieuse pour la Turquie », *Études de l'Ifri*, Ifri, avril 2021.

7. E. Laurentin, « Le refoulé de l'Histoire. La politique mémorielle d'Emmanuel Macron », *Esprit*, octobre 2021, disponible sur : [esprit.presse.fr](https://www.esprit.presse.fr).

8. Disponible sur : www.twitter.com.

Le leadership volontariste d'Emmanuel Macron

Le projet politique méditerranéen ressurgit en effet régulièrement à l'horizon diplomatique français en fonction des circonstances, et l'idée méditerranéenne cultivée depuis le XIX^e siècle à Paris confère aux Français une sorte de leadership politique traditionnel dans cet espace⁹. Réinvestissant avec cœur et avec une communication forte les cadres européens un peu démodés, Emmanuel Macron emboîte ainsi le pas à ses prédécesseurs, Jacques Chirac (c'est sous son mandat qu'a été lancé le Processus euro-méditerranéen de Barcelone en 1995) et Nicolas Sarkozy (qui a réinventé l'Euromed en lançant en 2008 l'Union pour la Méditerranée). Il profite depuis le début de son mandat de la variété des formats existants, en les améliorant à la marge : le « Sommet des deux rives de la Méditerranée », convoqué en 2019 à Marseille et complété par le « Dialogue des deux rives » (au niveau des sociétés civiles) en juin 2019 à Marseille, s'inscrit dans le dialogue 5+5 en Méditerranée occidentale, actif depuis 1990 ; un « Sommet des membres de l'alliance des pays du Sud de l'Union européenne », déclinaison du groupe informel Euromed 7 mis en place à Athènes en 2016, a eu lieu en septembre 2020 à Ajaccio, le suivant s'étant tenu de nouveau à Athènes en septembre 2021 ; un « sommet des mondes méditerranéens » figure encore sur l'agenda de la PFUE en février 2022 à Marseille.

Ces formats sont suffisamment variés et souples pour répondre à des besoins diplomatiques conjoncturels. Le 5+ 5 et ses avatars garantissent un suivi régulier des problématiques de la Méditerranée occidentale qui correspond davantage aux zones d'influence françaises (pays du Maghreb, porte d'entrée de l'Afrique). Mais le pic de tensions enregistré à l'été 2020 avec la Turquie consacre désormais, en miroir, la Méditerranée orientale comme objet d'intérêt géopolitique à part entière : elle est vue par les Français comme le lieu test d'un néo-ottomanisme agressif sur les frontières européennes, en Grèce et à Chypre. Passerelle entre l'ouest et l'est de la Méditerranée, une alliance des pays du Sud européen se dessine, que Paris renforce en signant des traités bilatéraux avec la Grèce et l'Italie. Car la France veut se positionner comme acteur structurant dans la région à la fois pour elle-même et comme représentant avancé de l'Europe, qu'elle se doit d'incarner quand les conflits menacent. Comme toujours depuis les années 1970, elle s'efforce ainsi de bâtir un réseau d'alliances au confluent de ses intérêts nationaux et de ceux de l'UE, pour mieux affronter le gros temps au Moyen-Orient et en Afrique. Dans cette quête de partenaires où l'Égypte, Israël et les monarchies du Golfe peuvent trouver leur place, la Grèce a pris très rapidement du galon.

9. D. Schmid : « Méditerranée : le retour des Français ? », *Confluences Méditerranée*, vol. 63, n° 4, 2007, p. 13-23.

Les ambitions globales du rapprochement franco-grec

Commentant l'accord bilatéral franco-grec, l'ambassadeur de France à Athènes parle d'un « partenariat franco-hellénique [...] structurant », bien au-delà du secteur de la Défense *stricto sensu*¹⁰. Les intérêts des deux pays convergent en effet sur de nombreux points, apparents et sous-jacents.

Côté français : la Grèce comme partenaire multitâche

La France connaît depuis 2020 un nouvel accès de philhellénisme, qui s'affermirait probablement en contrepartie du malaise croissant ressenti à l'égard des Turcs – que ceux-ci qualifient volontiers en retour de turcophobie¹¹. La sympathie pour la Grèce puise d'abord dans l'imaginaire antique ; elle se ressourcement dans le souvenir de l'empathie éprouvée pour la lutte nationale grecque au début du XIX^e siècle – le bicentenaire de l'indépendance de la Grèce étant dignement fêté par une exposition dédiée au musée du Louvre en 2021, puis dans la mémoire des causes communes au XX^e siècle : les deux nations ont été alliées dans les guerres et on sait que la France a œuvré aux avant-postes pour faire entrer la Grèce dans l'UE. Le répertoire symbolique partagé est riche et toujours soigneusement mis en scène par les Français. Ainsi lorsqu'Emmanuel Macron, se rendant à Athènes en septembre 2017 pour son premier voyage officiel en tant que président, prend pour décor, comme André Malraux 60 ans avant lui, la colline de la Pnyx, qui accueillait dans l'Antiquité l'assemblée des citoyens d'Athènes, avec le Parthénon en toile de fond ; de nombreuses images sont alors diffusées du président prononçant en ce lieu grandiose un discours-programme de relance européenne, où se mêlent dans un élan idéaliste appel à la souveraineté et défense de la démocratie¹². La modernisation des symboles étant la marque de fabrique d'un président jeune et réformiste, on appréciera en regard l'entretien de 30 minutes qu'il a accordé en mars 2021 à la chaîne grecque EPT pour fêter le bicentenaire de la Grèce, et où il confie

10. Tribune de P. Maisonnave parue dans le quotidien *TO VIMA*, 11 novembre 2021, disponible sur : www.tovima.gr.

11. Voir Ô. K. Sirene, « Comprendre la turcophobie en France (étude) », TRT, 7 novembre 2019, disponible sur : www.trt.net.tr.

12. C. Ducourtieux et S. de Royer, « Macron esquisse à Athènes sa relance de l'Europe », *Le Monde*, 8 septembre 2017, disponible sur : www.lemonde.fr.

à Nikos Aliagas se « réfugier », lors des moments difficiles « dans l'équivalence parméniennne¹³ ».

Lorsque le président français reçoit le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis en septembre 2021, c'est pour sceller un partenariat stratégique qui dépasse ces conversations érudites. Nicolas Sarkozy avait déjà proposé, dès 2008, une « nouvelle alliance » à la Grèce, en qui il voyait un pilier de son Union pour la Méditerranée¹⁴, mais la crise économique de 2008 a eu raison de cette ambition. Arrivant après la bataille, Emmanuel Macron peut quant à lui saisir le moment où Athènes cesse d'être le simple réceptacle de la solidarité européenne pour redevenir un partenaire à part entière. La valeur ajoutée de la Grèce se mesure désormais favorablement sur un triple plan économique, politique et géopolitique.

Sur le plan économique, on sait que la Chine avait identifié une Grèce affaiblie comme point d'entrée vers l'Europe dans son schéma des Nouvelles routes de la soie¹⁵. Sorti du marasme financier, le pays redevient désormais une terre d'opportunités pour les Européens eux-mêmes, sur fond de tensions croissantes avec Pékin. Athènes est en outre mieux disposée envers Paris qu'envers Berlin, qui s'était montré excessivement réticent à mobiliser les ressources européennes pour assurer son sauvetage financier. C'est sur ce terrain favorable que s'avance Emmanuel Macron, emmenant à Athènes, lors de sa visite officielle en 2017, une quarantaine de patrons de grandes entreprises françaises, dont plusieurs du CAC 40 (Total, Vinci), des petites et moyennes entreprises (PME) montantes et des *start-ups*. En termes de gros contrats, le secteur de l'énergie (Total, Engie) est intéressé par les gisements gaziers grecs ; mais à partir de 2020 ce sont les entreprises françaises d'armement qui vont profiter de façon spectaculaire du rapprochement franco-hellénique. La Grèce, maintenant gouvernée par la droite, veut en effet renouveler ses équipements militaires et abonde de nouveau un budget de défense largement amputé par dix années de crise économique¹⁶. La France offre alors ses services pour opérer le rattrapage technologique. La crise gréco-turque de l'été 2020 a permis de mettre en avant les avions de combat *Rafale*, deux d'entre eux étant déployés à Chypre pour un exercice destiné à impressionner les Turcs ; Kyriakos Mitsotakis décide dans la foulée d'en acquérir 18 pour les forces de défense aériennes grecques, pour un montant de 2,5 milliards d'euros – commande complétée un an plus tard par six avions

13. L. Laffon, « Cette interview au cours de laquelle Emmanuel Macron et Nikos Aliagas rivalisent de mots savants et parlent en grec est absolument folle », *GQ Magazine*, 27 mars 2021, disponible sur : www.gqmagazine.fr.

14. Invoquant avec cette main tendue l'affection qu'il éprouvait enfant pour son grand-père né à Thessalonique ; P. Prier, « Paris offre à Athènes 'une nouvelle alliance' », *Le Figaro*, 7 juin 2008, disponible sur : www.lefigaro.fr.

15. G. Fabre, « Les Nouvelles routes de la soie et la Grèce, tête de pont de la présence chinoise en Europe », *ILCEA*, n° 37, 2019.

16. + 43% en 2020, + 57 % pour 2021. Le niveau relatif des dépenses militaires grecques par rapport au PNB du pays est élevé : deuxième place parmi les membres de l'OTAN. Voir S. Atlamazoglou, « Which NATO Members Spend the Most on Defense? No. 2 May Surprise You », *The National Interest*, disponible sur : www.nationalinterest.org.

supplémentaires. Ce premier contrat avec un pays européen est un succès décisif pour Dassault, après des années passées à installer laborieusement cet avion très coûteux sur le marché¹⁷. À l'automne 2021, c'est au tour de NavalGroup d'annoncer la vente à la Grèce de trois frégates *Belharra* (plus une en option), pour un montant évoqué de 3 milliards d'euros, fourniture de missiles et torpilles (MBDA et Eurotorp) et entretien sur trois ans compris. Les frégates doivent être assemblées à Lorient, compensation symbolique essentielle pour le groupe malmené par la rupture quelques semaines plus tôt du contrat historique des sous-marins australiens.

La Grèce n'est pas seulement un client, c'est aussi un interlocuteur politique enfin stable. Le paysage politique grec s'est normalisé après toute une série d'épreuves politiques : alors qu'un parti théoriquement d'extrême gauche, Syriza, a dû assumer la cure d'austérité imposée par Bruxelles, le jeu de l'alternance a ramené aux affaires en 2019 la droite classique de Nea Demokratia, parti historique qui était déjà aux manettes lors de la transition démocratique en 1974, et qui fait un *sparring partner* idoine pour Emmanuel Macron. Les néo-nazis d'Aube dorée, entrés au Parlement en 2012, ont été mis hors-la-loi en 2020 pour appartenance à une organisation criminelle ; la Grèce est de nouveau dans les clous.

Enfin, Athènes a fait montre en l'espace de quelques années d'une capacité exceptionnelle à encaisser les chocs géopolitiques : après le choc de la crise financière, sa résilience face à la crise migratoire syrienne a été remarquable. La résolution pacifique du différend avec la Macédoine du Nord a contribué à détacher Athènes de l'influence russe¹⁸, et montré que le pays joue sans drame majeur son rôle de frontière de l'UE aux portes des Balkans et du Moyen-Orient. Proche du Liban en voie de décomposition et de la Syrie pas encore reconstruite, en première ligne face à une Turquie de plus en plus menaçante, qui la mêle à la crise libyenne par le truchement d'un accord maritime scélérat, la Grèce est au contact de tous les points chauds. Elle redevient potentiellement un pays pivot, et la nouvelle majorité de droite qui la dirige est justement prête à appuyer les efforts de reconstruction d'un ordre régional menés par la France.

Traduction de ce nouveau statut, Emmanuel Macron a invité Athènes à participer à la conférence pour la Libye organisée à Paris en novembre 2021, intronisant les Grecs comme partenaires à part entière sur un dossier où il a été très critiqué par certains de ses partenaires européens et se retrouve *sotto voce* en compétition avec l'Allemagne. L'irruption des Allemands sur les dossiers orientaux provoque en effet régulièrement des frictions entre Paris

17. Interview avec la ministre française des Armées, Florence Parly : « La France est heureuse d'exporter le *Rafale* pour la première fois en Europe », par A. Bauer, *Les Échos*, 29 janvier 2021, disponible sur : www.lesechos.fr.

L'entreprise Dassault a cependant un compagnonnage de longue date avec Athènes, qui s'était équipée de *Mirage* dès les années 1970 pour des raisons de souveraineté.

18. B. Cadène, « Face aux pressions russes, la Macédoine du Nord demande l'aide de l'OTAN », France Culture, 6 juin 2020.

et Berlin, qui s'opposent notamment sur la conduite à l'égard de la Turquie¹⁹. Les incertitudes de la coalition après le départ d'Angela Merkel plaident d'autant plus pour un rééquilibrage méditerranéen. La réconciliation avec l'Italie de Mario Draghi, scellée en novembre 2021 par la signature du Traité du Quirinal « pour une coopération bilatérale renforcée », équivalent institutionnel du Traité franco-allemand de l'Élysée, boucle ainsi la boucle méditerranéenne d'Emmanuel Macron²⁰. Ces appuis méditerranéens sont particulièrement nécessaires pour soutenir l'agenda de la PFUE, qui pousse au premier plan le dossier de l'autonomie stratégique européenne ; le volet militaire de l'entente franco-grecque est ici primordial car présenté comme un pilier de l'autonomie stratégique.

Côté grec : sortir de la Méditerranée par le haut

« Grèce, France, Alliance ! » : la francophilie grecque répond au philhellénisme français, et la presse grecque reprend en chœur ce slogan qui accueillait en juillet 1974 le retour du Premier ministre grec Constantin Caramanlis vers Athènes libérée de la dictature militaire, à bord de l'avion présidentiel français prêté par Valéry Giscard d'Estaing. Cette francophilie historique, jamais remise en cause, renaît aujourd'hui avec vigueur : la Grèce, mise sous pression par la coalition nationaliste au pouvoir en Turquie, est en quête de réassurance, et la France joue le rôle du chevalier blanc.

La ferveur pro-hellénique de Paris compense les vexations imposées par Berlin, jamais digérées à Athènes. Dans le tout-venant des discussions politiques en Grèce, la bienveillance française est ainsi systématiquement valorisée par l'évocation des trahisures allemandes accumulées : la célébration de la lutte partagée contre les nazis durant la Seconde Guerre mondiale débouche généralement sur le rappel de l'attitude inique d'Angela Merkel pendant la crise financière – moment où Athènes parlait de demander des réparations de guerre à Berlin²¹. Plus problématique aujourd'hui, l'attitude de l'Allemagne est considérée comme pro-turque. Le dogme de l'équilibre en Méditerranée orientale défendu par l'Allemagne, qui ne renonce pas à vendre des équipements militaires à la Turquie, son attitude mesurée et son désir de médiation au plus fort de la crise de l'été 2020 apparaissent comme une faiblesse coupable à l'ère de la *Mavi Vatan*. On critique aussi la légèreté avec laquelle la chancelière allemande a laissé aux Turcs la maîtrise du dossier

19. L. L. Kabis-Kechrid, « Conflicts in the EastMed: From Germany's and France's Conflicting Strategies to a Dual Approach », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 3 septembre 2021.

20. O. Tossier, « Le Traité du Quirinal scelle l'amitié retrouvée entre la France et l'Italie », *Les Échos*, 26 novembre 2021, disponible sur : www.lesechos.fr.

21. Entretiens des autrices avec plusieurs personnalités politiques et journalistes grecs, Athènes, octobre 2021. Lire également E. Perriguer, « Entre la Grèce et l'Allemagne, une relation ancienne et tumultueuse », *Le Monde*, 25 février 2015, disponible sur : www.lemonde.fr.

migratoire syrien – « oubliant » que la Grèce est là encore en première ligne face aux caprices calculés d’Ankara.

La pression turque montante concentre en effet toutes les ressources de surveillance, planification, réponse sécuritaire grecque en mer Égée, avec pour seule perspective d’évolution un élargissement des problèmes vers la Méditerranée orientale, *via* le dossier chypriote. La Grèce se sent piégée de toute part par la Turquie : au-delà du conflit de souveraineté au sens propre en mer Égée, c’est l’exploitation des découvertes gazières qui est empêchée par le blocage turc. Sortir du tête-à-tête obsessionnel avec la Turquie semble ainsi être la nouvelle priorité d’Athènes. Pour sortir de la Méditerranée « par le haut », elle doit se donner de nouveaux objectifs et trouver de nouveaux partenaires. La France entre donc dans le jeu au moment où la Grèce amorce un changement de culture stratégique, retrouvant une forme d’extraversion qui l’amène à connecter les dossiers diplomatiques pour sortir de son isolement²².

La nouvelle dynamique de recherche d’alliance des Grecs poursuit dès lors deux objectifs distincts mais fonctionnellement liés : dissuasion en Méditerranée orientale et projection statutaire au-delà. En dehors du coup d’éclat de l’accord avec les Français, le partenariat stratégique de longue date avec les Américains a été remis à flot, les liens resserrés avec Israël ; certains pays arabes entrent dans le nouveau cercle de socialisation grec, un changement facilité par la signature des accords d’Abraham²³. Les Grecs ont ainsi œuvré à la création du Forum du gaz de la Méditerranée orientale, établi depuis septembre 2019 au Caire, qui rassemble aujourd’hui l’Égypte, Chypre, la Grèce, Israël, l’Italie, la Jordanie, et la France qui l’a rejoint en mars 2021. Ce Forum porte le projet d’un gazoduc EastMed qui permettrait d’acheminer le gaz du gisement israélien de Leviathan vers Chypre et la Grèce, pour desservir *via* l’Italie le sud de l’Europe. Ce projet géopolitiquement complexe à mettre en œuvre a déclenché de grandes manœuvres juridiques, dont la signature d’un accord de délimitation maritime entre la Grèce et l’Égypte en août 2020, pour contrer les tentatives turques d’appropriation d’une partie des eaux grecques. L’ouverture grecque vers les pays arabes s’appuie aussi sur des initiatives telles que sur le Forum Philia (« amitié ») qui a rassemblé à Athènes en février 2021 des représentants de l’Égypte, de l’Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis et de Bahreïn, et a été présenté par le ministère grec des Affaires étrangères comme une tentative de construire « un pont entre l’Europe et le Moyen-Orient²⁴ ». L’Irak est aussi entré dans le paysage avec l’ouverture d’un consulat grec à Erbil en juillet 2021, et l’annonce d’une prochaine visite à Bagdad du Premier ministre Mitsotakis. Sur le dossier iranien, les Grecs affichent ouvertement leur soutien aux positions

22. A. Marghelis, « La nouvelle stratégie régionale de la Grèce », *Brief de la FMES*, 6 avril 2021, disponible sur : www.fmes-france.org.

23. Y. Guzansky et G. Lindenstrauss, « The Growing Alignment Between the Gulf and the Eastern Mediterranean », *MEI Brief*, 25 mai 2021, disponible sur : www.mei.edu.

24. A. Athanasopoulos, « Philia Forum a ‘bridge’ between Europe, Mideast: Greek Official », *Arab News*, 17 février, disponible sur : www.arabnews.com.

saoudiennes ; en Libye ils avaient pris position contre Fayez el-Sarraj pour s'opposer aux Turcs. Prenant acte de la restauration de Bachar el-Assad en Syrie, ils ont choisi de rouvrir leur ambassade à Damas en 2021.

Ces ouvertures diplomatiques posent les bases d'une entente multilatérale implicitement défensive contre les Turcs, puisqu'à ce stade les partenaires concernés avaient surtout en commun d'être en délicatesse avec Ankara. Elles ont aussi un volet militaire : en 2020, la Grèce a conclu un accord de défense comportant une clause d'assistance mutuelle avec les Émirats arabes unis ; en avril 2021, elle a signé sur demande américaine un accord avec Riyad qui prévoit l'envoi de missiles *Patriot* et d'une centaine d'officiers de l'armée de l'air grecque pour sécuriser des sites pétroliers saoudiens. Un accord de défense avec Israël signé début 2021 prévoit l'ouverture d'une école de pilotage pour l'armée de l'air grecque. La coopération militaire avec l'Égypte s'est aussi approfondie depuis l'avènement au pouvoir du président al-Sissi en 2013.

Le paysage stratégique grec s'ouvre ainsi progressivement, permettant à Athènes de s'impliquer au-delà de son périmètre géographique habituel. La Grèce s'approche de dossiers qui lui étaient jusque-là étrangers : elle se tourne vers l'Afrique où, après avoir rejoint la Conférence française pour la Libye, elle a annoncé fin 2021 l'envoi de cinquante forces spéciales dans la mission militaire européenne Takuba intégrée à la force française Barkhane. Cette décision, aujourd'hui caduque du fait de l'annonce de la fin de Barkhane, était une contrepartie évidente à l'accord de défense signé avec Paris. Prenant acte des développements de la doctrine stratégique américaine, Athènes évoque aussi son intérêt pour les développements dans l'Indo-Pacifique, où est présente une large diaspora grecque (en Australie). La présence économique chinoise en Grèce rend ce dossier très sensible, mais la majorité de centre-droit assume désormais le rapprochement avec l'Inde²⁵.

La déconnexion implicite de la question chypriote

Engagés dans cette subtile manœuvre d'extraversion, les Grecs aimeraient pouvoir déconnecter l'insoluble question chypriote de leur propre confrontation avec Ankara. De façon générale, et faute de progrès dans les négociations de réunification de l'île, divisée depuis 1974, les Européens dans leur ensemble préféreraient d'ailleurs maintenir le *statu quo* existant. Mais la Turquie dénonce cette situation gelée et pousse son avantage sur le terrain au nord de l'île où son armée stationne toujours. Ayant bien saisi la portée explosive du dossier chypriote pour l'UE, Ankara reprend en effet depuis quelques années la main à Chypre-Nord, y consolidant un pseudo-État

25. « Greek and Indian FM's Sign New Agreement, Discussions on East Med and Indo-Pacific Regions », *Greek City Times*, 26 juin 2021, disponible sur : www.greekcitytimes.com.

qu'elle est seule à reconnaître et qui lui est redevable de tout²⁶. Retour des investissements, planification d'infrastructures, y compris militaires, réouverture mise en scène de la station balnéaire grecque de Varosha jusqu'ici sanctuarisée en vue d'un possible échange de territoire lorsque la paix sera signée, interférence dans les processus électoraux – la dernière « présidentielle » ayant vu le retour d'un pro-Erdoğan aux manettes... Ankara défend en outre ouvertement, depuis les pourparlers inter-chypriotes d'avril 2021, une solution à deux États pour l'île²⁷. Cette nouvelle dynamique embarrasse particulièrement la Grèce qui assume, avec le Royaume-Uni et la Turquie, le rôle de garant de la souveraineté de Chypre depuis l'indépendance de l'île en 1960.

Conscients des faiblesses de leur position géographique – à portée de la main des Turcs, en face des côtes syrienne et libanaise –, les Chypriotes grecs, entrés en 2004 dans l'UE où ils représentent officiellement l'ensemble de l'île, souhaiteraient continuer de bénéficier de l'appui de la Grèce. Les attaches historiques, ethniques, linguistiques, entre les deux pays nouent en principe leurs destins et Nicosie veut compter sur Athènes y compris en cas d'incident militaire avec la Turquie. Or la pression montante au nord de l'île se matérialise désormais par la multiplication des incidents entre les deux communautés chypriotes, tant sur la ligne verte terrestre qu'en mer. L'exploration et la mise en valeur des réserves gazières *offshore* sont une source de contentieux permanent et le flux croissant des migrants illégaux qui tentent de passer depuis le nord du territoire vers la République de Chypre augmente la tension – Nicosie accusant Ankara de lui envoyer délibérément des réfugiés Syriens.

Ces conditions dégradées poussent les Chypriotes à de nouveaux calculs. Le maintien des bases militaires britanniques d'Akrotiri et de Dhekelia à Chypre-Sud pose certes un problème politique en termes de souveraineté, mais garantit aussi un effet de dissuasion ; ces bases sont un atout fondamental pour la *Global Britain* de Boris Johnson, que les arrangements post-Brexit ne remettront pas en cause²⁸. Tentée de développer son rôle de *hub* sécuritaire européen au contact du Moyen-Orient, Chypre, qui n'est pas membre de l'OTAN, se sait fondamentalement fragile et reste en quête d'un pourvoyeur de sécurité. Les officiels chypriotes rappellent volontiers le nombre croissant d'escadres militaires françaises dans leurs ports, souhaitent encore augmenter leur offre en ce sens et affichent aujourd'hui, eux aussi, leur ouverture politique envers Paris, comme un appel à conjurer l'incertitude²⁹.

26. D. Schmid et Y. Dahech, « La méthode turque en Méditerranée : l'emprise sur Chypre-Nord », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 21 juillet 2021, disponible sur : www.ifri.org.

27. H. S. Özertem, « Retour aux "traditions" : l'évolution du positionnement turc à propos du conflit chypriote », *Notes de l'Ifri*, juillet 2021, disponible sur : www.ifri.org.

28. Ces bases concentrent 3 500 militaires britanniques sur 3 % du territoire chypriote. Elles servent de point de transit pour le déploiement des forces britanniques et américaines au Moyen-Orient (Irak, Libye, Afghanistan), et accueillent des stations d'écoutes destinées à recueillir du renseignement sur tout l'est de la Méditerranée, le Moyen-Orient et les Balkans dans le cadre du réseau Échelon.

29. Entretiens des autrices avec des officiels chypriotes, Paris et Nicosie, octobre et novembre 2021.

L'avenir de l'accord franco-hellénique : portée et sous-texte

La lune de miel franco-grecque s'est déployée dans un contexte saturé d'intérêts, bousculant ou se superposant à d'autres partenariats au passage. La question de l'efficacité du dispositif peut être posée, d'autant que ses intentions finales restent, probablement volontairement, assez floues.

Des équilibres européens difficiles à gérer

L'utilité pour l'UE du traité franco-grec a été soulignée par les Français ; il laisse pourtant certains partenaires européens sceptiques.

Le malaise est clair du côté allemand. Les divergences entre Paris et Berlin sont ici liées à leur appréciation différente des équilibres régionaux, mais aussi à la concurrence commerciale entre leurs industries d'armement respectives, assortie d'une divergence doctrinale relative concernant la régulation des exportations d'armement en général. L'Allemagne vend traditionnellement des volumes d'armes conséquents à la Turquie : elle fournissait encore un tiers du total des achats turcs d'armement en 2019, ce qui faisait d'Ankara le premier client de l'industrie de défense allemande au sein de l'OTAN³⁰. Des contrats d'armement à destination de la Turquie ont cependant déjà été bloqués en réaction à des crises diplomatiques. Berlin et Paris se sont ainsi engagés fin 2019 à ne plus fournir à la Turquie d'armes qui pourraient servir contre les alliés kurdes de la coalition anti-Daech³¹. Mais les exportations de matériel maritime ne sont pas concernées, et c'est bien ce qui fâche sur fond de tensions en mer Égée. En jeu, la livraison de six sous-marins de type 214T à Ankara par le fabricant allemand ThyssenKrupp Marine Systems, aux termes d'un contrat approuvé par le gouvernement allemand en 2009. Le premier de ces sous-marins en construction sur le chantier naval turc de Gölcük, le *TCG Pirireis*, a été mis à l'eau en décembre 2019, avec pour objectif annoncé de lancer une nouvelle unité par an. Du point de vue grec, ce plan d'équipement remet la marine turque en position de force, ce qui est inacceptable au vu de son comportement dans la région.

30. « German Arms Exports to Turkey at Highest Level since 2005 », *Deutsche Welle*, 17 décembre 2019, disponibles sur : www.dw.com.

31. « L'Allemagne et la France suspendent leurs ventes d'armes à la Turquie », *AFP*, repris par *Les Échos*, 12 octobre 2019, disponible sur : www.lesechos.fr.

Athènes a donc réclamé dans l'urgence en 2020 un embargo européen sur l'ensemble des armes à destination de la Turquie, mais Berlin y a opposé une fin de non-recevoir. Le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas a qualifié la demande grecque « de stratégiquement incorrecte », affirmant que son pays poursuit une politique d'exportation d'armements « restrictive et responsable » et que la crise doit être résolue « par des moyens diplomatiques³² ». Alors que les Grecs affichent leur déception, les Turcs se plaignent malgré tout de subir de la part des Européens « un embargo qui ne dit pas son nom³³ » (sur d'autres armements donc), et surtout dénoncent de façon très vive les contrats d'équipement signés entre la France et la Grèce, menaçant les firmes françaises de rétorsion³⁴.

Au-delà du succès commercial que représente la vente des *Rafale* et des frégates, Emmanuel Macron a salué avec Kyriakos Mitsotakis l'accord de défense franco-grec comme « un premier pas audacieux vers l'autonomie stratégique européenne ». Priorité déclarée de la PFUE, cet objectif ambitieux peine pour le moment à prendre forme et le soutien formel des Grecs compte. Pour consolider son projet, le président français travaille en effet de proche en proche avec les Européens les mieux disposés : l'officialisation par la Croatie d'un contrat d'achat de 12 *Rafale* en novembre 2021, à la veille de la signature du Traité du Quirinal, va dans le même sens. Ce système de bi-multilatéralisme audacieux au sein de l'UE peut encore incommoder l'Allemagne, qui reste assez frileuse vis-à-vis du concept d'autonomie stratégique dans sa version militaire – lui préférant le volet économique de la réorganisation des chaînes de valeurs. L'Europe centrale, avec en tête la Pologne, mais aussi les États baltes et nordiques, est très attachée à la présence de l'OTAN en Europe pour contrer la menace russe. Elle craint par-dessus tout la désaffection stratégique américaine et interprète les intentions françaises comme une nouvelle pique dans le flanc de l'Alliance³⁵. D'autres États membres de l'UE, comme la Belgique, soutiennent l'Europe de la défense mais continuent de se tourner vers les États-Unis pour s'équiper.

Inadéquation stratégique à l'OTAN et position américaine

L'affaiblissement de la cohésion entre ses membres est aujourd'hui le principal problème de l'OTAN, alors même que celle-ci doit accoucher à l'été

32. « Germany Opposes Arms Embargo against Turkey », *Al Monitor*, 22 décembre 2020, disponible sur : www.al-monitor.com.

33. « Turkey Facing Informal Arms Embargo from Germany: Defense Minister », 15 septembre 2021, disponible sur : www.duvarenglish.com.

34. S. Özel et S. Ülgen, « France and Greece in a Defense Partnership: A View from Turkey », Institut Montaigne, novembre 2021.

35. F. Mauro, « L'autonomie stratégique, cet obscur objet du désir », IRIS, octobre 2021.

2022 d'un nouveau « concept stratégique » synthétisant une vision commune des menaces, des objectifs et des orientations futures de l'Alliance.

L'organisation est depuis plusieurs décennies déjà la caisse de résonance du contentieux territorial entre la Grèce et la Turquie, toutes deux membres de l'Alliance depuis 1952 – elles l'ont rejoint en même temps. Alors que l'aire méditerranéenne en soi est un sujet bien identifié pour l'Organisation, qui y a même lancé une initiative de dialogue dédiée avec des pays tiers dès les années 1990³⁶, la montée en intensité des tensions intra-OTAN en Méditerranée orientale pose maintenant un problème véritablement existentiel. Si des mécanismes de déconfliction fonctionnent, avec un succès relatif, pour réduire le risque d'incident entre Grecs et Turcs, la confrontation implicite entre la France et la Turquie pose un nouveau problème. En novembre 2019, Emmanuel Macron diagnostiquait la « mort cérébrale » de l'Organisation en réaction au comportement de ses partenaires américains et turcs en Syrie³⁷ ; au printemps 2020 les marines turque et française sont passées près de l'affrontement au large des côtes libyennes, révélant au grand jour la rivalité militaire montante des deux pays dans le périmètre méditerranéen³⁸ ; Paris n'a obtenu à ce moment-là qu'un demi-soutien des autres Alliés.

À rebours des attentes françaises, l'OTAN tend en effet jusqu'à présent à minimiser les différends et accommode autant que possible l'attitude des Turcs, dont le poids militaire compte beaucoup : la Turquie entretient la deuxième armée de l'Alliance en effectifs, elle a acquis une expérience récente au combat sur plusieurs théâtres et se dote d'équipements de plus en plus efficaces, fabriqués par sa propre industrie de défense. S'y ajoute la fermeté d'Ankara à défendre ses positions nationales, en utilisant comme levier sa proximité avec la Russie. Lorsqu'elle exclut de suspendre la livraison des sous-marins allemands à la Turquie, Angela Merkel parle clairement des « dépendances stratégiques » au sein de l'OTAN. Elle veut éviter de froisser un membre de l'Alliance qui a démontré sa capacité de rétorsion dès 2017 en allant acquérir des systèmes d'armement (les missiles antimissiles *S400*) chez les Russes, puis en bloquant en 2019 le plan de défense de l'Organisation pour la Pologne et les États baltes.

Washington, de son côté, tente le rééquilibrage permanent en donnant alternativement des gages aux Grecs et aux Turcs. Alors que les relations turco-américaines se sont progressivement tendues sous la présidence de Donald Trump, Joe Biden voudrait idéalement renouer avec Tayyip Erdoğan.

36. J. Solana, « NATO and the Mediterranean », *Mediterranean Quarterly*, mars 1997, p. 11-20.

37. À l'automne 2019, les États-Unis ont annoncé le redéploiement de leurs troupes stationnées dans le nord de la Syrie. Quelques semaines plus tard, la Turquie a lancé une opération militaire dans la zone contre des combattants de l'YPG (Unités de protection du peuple) et du PYD (Parti de l'union démocratique), alliés à l'Occident dans la lutte contre Daech en Syrie, et considérés comme des organisations terroristes par Ankara.

38. J. Jabbour, « A Geopolitical Rivalry Between a "Keeper" of the Old Order and a Challenging Emergent Power », *Briefings de l'Ifri*, 6 mai 2021, disponible sur : www.ifri.org.

La Turquie est en effet un relais quasi incontournable au Moyen-Orient pour la première puissance mondiale qui poursuit son désengagement progressif de la zone. La préparation ratée du retrait américain d'Afghanistan a ainsi achoppé sur la question du maintien d'une présence turque pour assurer la sécurité de l'aéroport de Kaboul, finalement refusée par les Talibans ; si la *deal* avait fonctionné, il aurait permis à l'OTAN de garder un pied dans la porte en Afghanistan. Mais l'enjeu pour Washington est aussi d'éviter que la Turquie et la Russie ne s'entendent trop bien, et de surveiller les ouvertures à éclipse de la diplomatie turque en direction de la Chine et de l'Iran. Les États-Unis confirment en parallèle le statut de la Grèce à la fois comme allié de premier plan et comme pays de la ligne de front : en octobre 2021, peu de temps après la signature de l'accord franco-grec, ils ont renouvelé pour 5 ans leur propre accord de défense mutuelle avec la Grèce, qui date de 1990, avec cette fois-ci une clause de reconduction tacite. La nouvelle version du partenariat étend encore l'usage des bases grecques pour l'armée américaine ; les annonces diplomatiques l'accompagnant ont insisté sur les « provocations quotidiennes » auxquelles la Grèce fait face et la nécessité de protéger sa souveraineté, sans jamais mentionner directement la Turquie³⁹.

Comme dans le cas du partenariat franco-grec, la discussion stratégique était accompagnée d'une négociation commerciale. La Grèce a convenu de la modernisation de sa flotte de chasseurs *F16*, de l'achat d'hélicoptères de combats, et pris une option sur les avions furtifs *F35* américains. Mais début décembre 2021, deux mois après l'annonce de l'achat par Athènes des frégates françaises, le département d'État a annoncé avoir pré-approuvé la vente à la Grèce de quatre frégates MMSC (Multi-Mission Surface Combattant) développées par Lockheed Martin, et remarquablement équipées (missiles, torpilles, canons de 76 mm), pour un coût de près de 7 milliards de dollars. Dans un climat politique encore plombé par l'affaire AUKUS, cette annonce a mis Paris mis en émoi. La France a pris la peine de déclarer la proposition américaine « caduque », tandis qu'Athènes réaffirmait la validité du contrat français. Cette dernière péripétie confirme la fragilisation de la confiance entre Alliés dans un contexte géopolitique explosif : la quête d'une architecture régionale de sécurité commune se heurte à beaucoup d'obstacles. De même, le retrait officiel du soutien du département d'État au projet de gazoduc Eastmed, annoncé le 9 janvier 2022, peut être interprété comme une pièce du puzzle délicat des équilibres en Méditerranée orientale vu depuis Washington. Si les doutes sur la faisabilité commerciale du projet sont officiellement rappelés, cette décision a bel et bien été perçue du côté grec comme une prise de position en faveur des Turcs, confirmant le choix par les Américains d'une diplomatie transactionnelle dans la région.

39. L. Lagneau, « La Grèce et les États-Unis ont signé un nouvel accord pour renforcer leurs relations militaires », blog Zone militaire-Opex 360, 15 octobre 2021, disponible sur : www.opex360.com.

Un système d’alliance régional volatil

Le partenariat stratégique incluant un accord de défense mutuelle que la Grèce a signé avec les Émirats arabes unis en novembre 2020 était une première en dehors du cadre de l’OTAN pour Athènes. Cette fuite hors du système otanien symbolise une certaine méfiance, qui débouche sur la prise d’assurances externes⁴⁰. Mais la démultiplication des assurances ponctuelles connecte en filigrane des systèmes d’alliances dont la cohérence d’ensemble n’est pas évidente *a priori*, et qui apparaissent surtout très volatils.

L’accord franco-grec prend effectivement place au sein d’une toile d’alliances implicites et explicites, de portée et à vocation variables, qui s’étendent au fur et à mesure des ruptures géopolitiques successives en Méditerranée, dans le Golfe arabo-persique et en Afrique. Les effets des printemps arabes – transitions démocratiques, contre-révolutions, guerres civiles et conflits interétatiques ; la fin du *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA) et l’isolement accru de l’Iran ; la signature des accords d’Abraham, amenant la normalisation progressive des relations entre Israël et la cohorte des monarchies arabes ; l’expansion du djihadisme en Afrique subsaharienne –, sont autant de paramètres structurants auxquels les acteurs régionaux répondent par des propositions diplomatiques *ad hoc* et versatiles.

Les luttes d’influence et les tentatives d’organisation autour de l’enjeu énergétique illustrent bien cette quête tacite de réassurance sécuritaire : le gaz est devenu en Méditerranée orientale le support indirect mais très concret de rapprochements motivés par des préférences politiques. La défense du droit international maritime, ici invoquée au service du développement économique, doit en fait être prise au pied de la lettre : c’est bien de souveraineté qu’il s’agit, les affaires viennent en second⁴¹. À partir du moment où Ankara revendique des droits sur les zones économiques traversées par le projet de gazoduc EastMed, les membres du Forum méditerranéen de l’Énergie peuvent difficilement faire des plans crédibles. Plus qu’une alliance économique, celui-ci matérialise donc bien un front informel contre Ankara, qui n’est pas militaire, mais permet de resserrer avec les pays amis du Golfe et l’Égypte une entente déjà nouée ailleurs, sur d’autres dossiers.

Volatilité et ambivalence, sur fond de course aux armements : les fondamentaux sécuritaires sont fragiles en Méditerranée orientale. L’évolution constante des ramifications des différents pactes peut légitimement inquiéter, car se pose le problème de la hiérarchie des alliances ainsi nouées. Cependant, la fragmentation même du paysage rend moins

40. A. Marghelis, « La nouvelle stratégie régionale de la Grèce », *Brief de la FMES*, 6 avril 2021, disponible sur : www.fmes-france.org.

41. Remarque émise par S. Ülgen, directeur du *think tank* turc EDAM, lors du séminaire « La relation franco-hellénique : un nouveau partenariat stratégique ? », organisé par l’Ifri le 13 janvier 2021.

probables des confrontations de grande ampleur : si les puissances concurrentes, et pas encore ennemies, se testent en permanence en faisant monter les enjeux diplomatiques, elles font aussi tout jusqu'à présent pour éviter l'incident militaire de trop. Paris avance ainsi que la clause de défense mutuelle de l'accord franco-grec ne peut pas s'appliquer aux désaccords qui concernent la délimitation des zones économiques exclusives, principal problème entre Athènes et Ankara ; la Grèce retient quant à elle de possibles *casus belli* liés à ces différends juridiques, mais elle est précisément engagée dans une négociation bilatérale avec la Turquie pour les régler. Une négociation dont l'aboutissement desserrerait enfin l'étau turc qui contraint la diplomatie grecque depuis si longtemps.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org